

## La République autoproclamée du Somaliland vote pour élire son président

@rib News, 13/10/2017 &ndash; Source AFP Les électeurs de la République autoproclamée du Somaliland votent lundi pour élire leur président, avec l'espoir que cette troisième élection démocratique depuis la déclaration d'indépendance du reste de la Somalie en 1991 renforcera leur quête de reconnaissance internationale. Situé dans le nord de la Somalie, ce territoire un peu plus grand que la Grèce se distingue du reste du pays par sa stabilité et une composition clanique plus homogène.

Mais le Somaliland n'est officiellement reconnu par aucun pays et est toujours considéré par la communauté internationale comme partie intégrante de la Somalie. Trois hommes sont en lice pour présider aux destinées de cette petite "République" semi-désertique de près de 4 millions d'habitants: Muse Bihi, du parti au pouvoir Kulmiye et les candidats d'opposition Abdirahman Iro et Feysal Ali Warabe, candidat malheureux à la précédente présidentielle de 2010. Le sortant Ahmed Mohamud Silaanyo a décidé de ne pas se représenter. "Le vote a débuté dans le calme ce (lundi) matin et nous sommes confiants que cette élection va constituer une étape importante pour le reste de la région", a déclaré à la presse M. Iro, après avoir voté. Les élections sont censées se dérouler tous les cinq ans mais la sécheresse et des contingences techniques avaient conduit à un report de deux ans du scrutin. Malgré ce contretemps, la présidentielle de lundi contraste par bien des aspects avec le "processus électoral" qui s'est déroulé en Somalie fin 2016-début 2017: le président somalien Mohamed Abdullahi Mohamed, dit "Farmajo", avait été élu par un collège de délégués choisis parmi les différents clans du pays. Au Somaliland, le scrutin est universel et les 700.000 électeurs inscrits sont identifiés dans les bureaux de vote par un système de reconnaissance biométrique de l'iris de l'oeil, avant de glisser leur bulletin dans l'urne. - Frein au développement - En amont de l'élection, les trois candidats ont participé à un débat télévisé pour présenter leurs programmes, mettant l'accent sur l'économie et la reconnaissance internationale de la "République". "C'est vraiment une élection clé (...) pour la jeunesse. Elle a besoin d'un dirigeant qui développe l'économie et crée des emplois afin que tout le monde reste dans le pays pour y faire sa vie", a déclaré à l'AFP un étudiant, Ismail Mohamed. La Commission électorale a prévenu que l'accès aux réseaux sociaux (notamment Twitter, Facebook, Whatsapp) serait bloqué à partir de la fermeture des bureaux de vote lundi à 18H00 (15H00 GMT) et jusqu'à une période non précisée, en raison selon elle de craintes d'interférences en provenance des régions voisines et pour éviter les spéculations sur les résultats. Ancienne Somalie britannique, le Somaliland a fusionné avec l'ancienne Somalie italienne à l'indépendance du pays en 1960. Puis il a fait sécession et s'est autoproclamé indépendant en 1991, après la chute de l'autocrate Siad Barre qui allait plonger la Somalie dans la guerre clanique et précipiter l'effondrement de l'Etat somalien. Les autorités expriment régulièrement leur amertume face à la non reconnaissance internationale qui freine selon elles le développement du pays. Le Somaliland ne peut accéder aux prêts de la Banque mondiale ou du FMI, indispensables pour développer des infrastructures. Mais le territoire parvient tout de même à attirer des investissements étrangers, notamment des pays du Golfe: le Koweït a ainsi financé la rénovation de l'aéroport de la capitale Hargeisa et la société Dubaï Ports World avait été retenue en mai 2016 pour l'extension du port de Berbera dans l'espoir de concurrencer Djibouti pour le transit des conteneurs à destination de l'Ethiopie. - Un nouveau président - La République autoproclamée du Somaliland, dans le nord de la Somalie, élit lundi un nouveau président, le sortant ne se représentant pas, et espère poursuivre une transition démocratique qui tranche avec l'instabilité de l'Etat somalien voisin.[Photo : Une femme participe à un rassemblement célébrant les 25 ans d'indépendance de la République autoproclamée du Somaliland, le 18 mai 2016 dans la capitale Hargeisa.] Le sortant Ahmed Mohamud Silaanyo a décidé de ne pas se représenter à la fin de son unique mandat. Trois hommes sont en lice dans cette petite "République" semi-désertique de près de 4 millions d'habitants: Muse Bihi, du parti au pouvoir Kulmiye et les candidats d'opposition Abdirahman Iro et Feysal Ali Warabe, candidat malheureux à la précédente présidentielle de 2010. Le Somaliland est plus homogène sur le plan clanique et plus stable que le reste de la Somalie. Ancienne Somalie britannique, il a fusionné avec l'ancienne Somalie italienne à l'indépendance du pays en 1960. Puis il a fait sécession de la Somalie et s'est autoproclamé indépendant en 1991, après la chute de l'autocrate Siad Barre qui allait plonger la Somalie dans la guerre clanique et précipiter l'effondrement de l'Etat somalien. Le Somaliland n'est officiellement reconnu par aucun pays et est toujours considéré par la communauté internationale comme partie intégrante de la Somalie. Il ne reconnaît pas le gouvernement central somalien. La présidentielle a lieu tous les cinq ans mais celle-ci a été retardée depuis deux ans à cause de la sécheresse - qui frappe régulièrement cette région de la Corne de l'Afrique - et de problèmes d'organisation. La campagne électorale s'est achevée vendredi et quelque 700.000 votants sont appelés aux urnes. Un système de vote biométrique avec reconnaissance de l'oeil des votants sera utilisé pour la première fois, a fait savoir la Commission électorale nationale. Les deux dernières présidentielles dans ce pays à peine plus grand que la Grèce avaient été jugées démocratiques. - Réseaux sociaux bloqués - Mais la Commission électorale a prévenu que l'accès aux réseaux sociaux (notamment Twitter, Facebook, Whatsapp) serait bloqué à partir de la fermeture des bureaux de vote lundi à 18h00 (15h00 GMT) et jusqu'à une période non précisée, en raison selon elle de craintes d'interférences en provenance des régions voisines et pour éviter les spéculations sur les résultats. "C'est très difficile de contrôler les réseaux sociaux et les médias en général, mais nous avons demandé aux sociétés de communication de suspendre temporairement plusieurs plates-formes de réseaux sociaux", a annoncé Said Ali Muse, porte-parole de la Commission. Human Rights Watch (HRW) a déploré cette décision dans un communiqué vendredi, estimant que si les autorités s'inquiétaient de la possible diffusion de fausses informations ou d'agitation sur les réseaux sociaux, elles devraient plutôt "propager des informations précises et des messages de prévention des violences". Le Somaliland a su administrer et protéger son territoire avec plus d'efficacité que la Somalie, avec une aide internationale et un soutien sécuritaire largement inférieurs. Les autorités expriment régulièrement leur amertume face à la non reconnaissance internationale qui freine selon elles le développement du pays. Le Somaliland ne peut accéder aux prêts de la Banque mondiale ou du FMI, indispensables pour développer

des infrastructures. Pour l'écrivain et militant Barkad Dahir, ce scrutin de lundi est crucial pour prouver les acquis démocratiques. "La question n'est pas seulement l'élection et le (futur) président, mais aussi le processus et son caractère juste; la communauté internationale nous regarde et si nous sommes assez intelligents, nous voterons dans le calme pour montrer que nous sommes une démocratie", a-t-il déclaré à l'AFP. Le processus électoral pour cette présidentielle contraste fortement avec celui de la Somalie, qui a élu son président en février 2017, et où le processus est construit autour du système clanique régissant la société et la politique du pays et non sur le suffrage universel.

```
(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});
```